



Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation
et le Soutien aux Enfants des Squats

Le squat de Feyzin, dit ex-école, a été expulsé le matin du 16 septembre, en présence de Mesdames Bonnet et de Mester de la DDETS, et d'une quinzaine de cars de police.

Nous n'avons pas été prévenus, alors que le 8 septembre, au cours d'une réunion de coordination sans-abrisme, interrogée sur la question, Mme de Mester avait assuré qu'elle n'avait pas d'informations sur l'évacuation ; elle attendait le lendemain une réunion avec le préfet à la sécurité et nous serions alors informés de la suite.

Depuis début juillet de nombreuses informations alarmantes, des passages de police, avaient stressé tous les habitants et provoqué le départ de plusieurs ménages.

Le 15 septembre, une nouvelle alerte annonçant l'évacuation pour le lendemain était lancée par une personne anonyme ; des habitants nous appellent alors, et nous les rassurons pour l'immédiat, nous appuyant sur les propos tenus par Mme de Mester.

Ce squat comptait environ 120 personnes ; suite aux différentes alertes il restait entre 60 et 70 personnes au moment de l'expulsion.

- une dizaine d'isolés non européens ont été orientés vers l'OFII
- 5 familles non-européennes sont restées sans solution
- 1 famille européenne est restée sans solution
- entre 30 et 40 personnes européennes, soit environ 8 familles, sont parties soit en bus soit dans leur propre véhicule, pour l'ex-caserne Chabal à St Priest ; il leur a été dit que c'était un hébergement provisoire d'un mois environ, pas d'information sur la suite.

Les habitants qui vivaient encore là mais qui pour diverses raisons n'étaient pas présents à 7h30 lorsque la DDETS est arrivée, ont été exclus de toute prise en charge et n'ont pu récupérer leurs affaires dans le squat. Des membres de CLASSES présents sont parvenus à faire changer la décision pour certains.

Sous la pression de la police demandant aux personnes de faire vite et de ne prendre que le minimum, plusieurs personnes se sont aperçues ensuite avoir laissé sur place des documents importants, dossiers médicaux, affaires scolaires..., qu'ils n'ont pu récupérer. Des rendez-vous sociaux ou médicaux de ce jour ont été manqués.

Quel gâchis par rapport aux objectifs du Plan de Résorption des Bidonvilles !

- un diagnostic social approfondi dont les préconisations ne sont pas suivies : les familles sont toutes hébergées au même endroit alors qu'étaient préconisées des solutions adaptées et différenciées ; de plus les conditions de vie dans cet hébergement provisoire constituent une régression par rapport aux conditions de vie dans le squat (plusieurs familles dans une même pièce).

- l'interruption soudaine des nombreuses démarches en cours par les médiatrices emploi et le médiateur scolaire

- des scolarisations arrêtées pour les enfants à la rue, interrompues sans prévenir et fragilisées pour ceux hébergés de façon temporaire

Et puis la confiance détruite tant dans la parole de l'État que, pour les habitants, dans les associations qui les accompagnent.

.../...

Enfin et surtout, que vont devenir ces personnes, européennes et non-européennes, isolées ou familles ? Pour beaucoup elles retrouvent la rue, et pour certaines un hébergement dans des conditions indignes (ex-caserne Chabal en travaux) alors qu'elles attendaient avec grande patience des solutions adaptées aux situations de chacun. En tous cas, c'est ce que leur annonçait le diagnostic social auxquelles elles avaient participé.

C'est un retour en arrière incompréhensible, des pratiques que nous avons connues il y a 10 ans et plus, alors que nous nous félicitons justement cette année des changements positifs advenus depuis 2018, et plus encore pendant la période COVID.

Fait le 20 septembre 2021 à Lyon

Pour le bureau de C.L.A.S.S.E.S.

Blandine Billaux
Présidente